

Ethnocentrisme versus universalisme : des comportements discriminants ?

Emilie VAN HAUTE

Traditionnellement, les études électorales en Belgique mettent en évidence une structuration autour de trois clivages : le clivage socio-économique, le clivage philosophique et le clivage communautaire. Cependant, plusieurs études ont démontré que le poids des variables liées à ces clivages tend à diminuer dans l'explication du vote. Les recherches ont alors porté sur d'autres facteurs explicatifs du comportement électoral. Elles ont isolé de nouvelles demandes de la population, de nouveaux enjeux¹, où l'on retrouve notamment les questions d'immigration et de sécurité. Ces questions animent le débat public depuis un certain nombre d'années.

Les questions d'immigration ont notamment fait la une à travers le débat sur l'octroi du droit de vote aux citoyens étrangers non européens². Ce débat s'ouvre au lendemain des élections communales de 2000. Cependant, les formations libérales de la majorité arc-en-ciel (le VLD, soutenu par le MR) exigent le report de la question à la législature suivante. Le débat finit par aboutir en 2004³. La problématique de l'immigration a trouvé un autre écho dans les débats relatifs à la régularisation des

¹ M. SWYNGEDOUW, « Les nouveaux clivages dans la politique belgo-flamande. Etude empirique », *Revue française de science politique*, 45, 1995, p. 775-790.

² Le traité de Maastricht impose aux Etats membres d'octroyer le droit de vote aux citoyens d'un autre pays de l'Union européenne. La Belgique se met en conformité avec ces exigences en 1998.

³ D. JACOBS, « Giving foreigners the vote : ethnocentrism in Dutch and Belgian political debate », in J. TERWAL et M. VERKUYTEN (ed.), *Comparative Perspectives on Racism*, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 117-138 ; S. PÊTRE et A. REA, « Le droit de vote des étrangers non-UE aux élections communales. Le débat sans fin », *L'année sociale 2002*, Bruxelles, De Boeck, 2003, p. 50-57 ; J.-B. PILET, *Changer pour gagner ? Les réformes électorales en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007.

sans-papiers et aux conditions de détention et de renvoi des illégaux. L'accord du gouvernement arc-en-ciel de 1999 prévoit la mise en œuvre d'une opération de régularisation des illégaux. Mais cette vague de régularisations n'a pas solutionné les problèmes et les sans-papiers s'invitent en 2006 et en 2007 dans l'actualité politique et sociale du pays à travers diverses actions (manifestations, occupations d'églises, etc.). Les questions de détention et de renvoi des illégaux avaient déjà retenu l'attention en 1998 avec le décès par étouffement d'une réfugiée illégale, Semira Adamu, lors d'une tentative d'expulsion menée par des gendarmes. Ces questions reviennent à l'agenda pré-électoral 2007 suite à divers cas de détention d'enfants mineurs dans les centres fermés.

Les thèmes de sécurité ont aussi été au cœur du débat public ces dernières années. Les crimes pédophiles découverts dans la foulée des affaires Dutroux (à la fin des années 1990) et Fourniret (au début des années 2000) ont créé une onde de choc dans la population, tout comme une série de meurtres violents commis environ un an avant l'échéance électorale (Jo Van Holsbeeck en avril 2006, meurtre dans un bus à Anvers en juin 2006).

En Flandre, l'acuité de ces questions est attestée par l'essor électoral du *Vlaams Belang* depuis le « dimanche noir » de 1991, qui se profile sur ces enjeux. Du côté francophone, la traduction politique de ces thématiques est plus floue. Le Front national tente de les incarner mais avec un succès électoral variable. Dans une moindre mesure, ces enjeux sont repris par le Mouvement réformateur et par les écologistes, dans des directions opposées.

Dès lors, ce chapitre a dans un premier temps pour objectif d'identifier les électeurs en fonction de leur positionnement sur ces thématiques d'immigration et de sécurité, combinées sur une échelle variant d'un pôle universaliste à un pôle ethnocentriste. Nous tentons ensuite de cerner les profils sociologique et politique de ces électeurs.

1. Les positionnements universalistes et ethnocentristes

Lors de l'enquête, deux questions ont été posées en lien avec les thématiques d'immigration et de sécurité. Les enquêteurs ont demandé aux répondants de se prononcer sur des propositions, en choisissant comme réponse : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « ni d'accord, ni contre », « plutôt contre », « tout à fait contre », et « je ne sais pas ».

La première proposition, « On ne se sent plus chez soi en Belgique » (tableau 1), touche aux questions d'immigration. De manière générale en Communauté française, une majorité de répondants s'est prononcée « plutôt contre » ou « tout à fait contre » la proposition (52,33%), alors qu'environ un tiers marque son accord avec l'énoncé (32,01%). Ces résultats attestent d'une méfiance relative par rapport à l'étranger déjà mise en évidence par d'autres sondages.

Il existe cependant des nuances régionales. Les électeurs bruxellois sont moins nombreux à suivre la proposition que les électeurs wallons (28,87% contre 34,90%).

Tableau 1. Positionnement des électeurs sur la proposition :
« On ne se sent plus chez soi en Belgique »

	<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>		<i>Communauté française</i>	
	N	%	N	%	N	%
Tout à fait d'accord	262	19,05	206	16,25	468	17,71
Plutôt d'accord	218	15,85	160	12,62	378	14,30
Ni d'accord ni contre	218	15,85	196	15,46	414	15,66
Plutôt contre	223	16,22	207	16,32	430	16,27
Tout à fait contre	454	33,02	499	39,35	953	36,06
Total	1 375	100,00	1 268	100,00	2 643	100,00
Manquant	113		51		164	

Les répondants ont pu se prononcer sur une seconde proposition en lien avec la thématique sécuritaire : « On a bien fait de supprimer la peine de mort ». Les affaires de pédophilie et les meurtres violents qui ont ému l'opinion publique ces dernières années ont pu relancer le débat sur la peine de mort en Belgique. La proposition permet de mesurer la volonté d'une répression plus grande et plus ferme des actes criminels.

La suppression de la peine de mort est de façon générale bien acceptée en Communauté française (tableau 2). Une très large majorité est en accord avec cette décision (65,27%). Néanmoins, environ un quart des répondants soutient la position inverse et verrait bien la réintroduction de celle-ci (23,95%). Un dixième des répondants n'a pas d'avis tranché sur le sujet (10,77%).

Tableau 2. Positionnement des électeurs sur la proposition :
« On a bien fait de supprimer la peine de mort »

	<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>		<i>Total</i>	
	N	%	N	%	N	%
Tout à fait d'accord	616	44,67	776	60,82	1 392	52,43
Plutôt d'accord	225	16,32	116	9,09	341	12,84
Ni d'accord ni contre	160	11,60	126	9,87	286	10,77
Plutôt contre	182	13,20	95	7,45	277	10,43
Tout à fait contre	196	14,21	163	12,77	359	13,52
Total	1 379	100,00	1 276	100,00	2 655	100,00
Manquant	109		43		152	

A nouveau, les positionnements s'entendent avec des nuances régionales. Les électeurs wallons soutiennent de façon moins majoritaire et moins catégorique la suppression de la peine de mort que leurs homologues bruxellois. En effet, 60,99% des Wallons se déclarent tout à fait ou plutôt d'accord avec la proposition, contre 69,91% des Bruxellois. En outre, à Bruxelles, l'accord est plus marqué : près de deux tiers des répondants se déclarent « tout à fait d'accord » avec la proposition (60,82%), alors que la proportion n'atteint pas la majorité en Wallonie (44,67%).

Il est possible de combiner le positionnement des électeurs sur ces deux propositions, afin de construire un indice mêlant les thématiques de sécurité et d'immigration. Cet indice en cinq positions place les répondants sur un continuum opposant ouverture (universalisme) et fermeture (ethnocentrisme). Les deux pôles confrontent l'universalisme le plus marqué (position 1) à l'ethnocentrisme le plus fort (position 5), la position 3 correspondant à une position centrale.

Le détail du tableau 3 confirme les constats posés sur les positionnements sur les deux propositions. En Communauté française, une majorité d'électeurs se situe tendanciellement sur des positions universalistes (61,42%). Néanmoins, environ un quart des répondants se place sur le versant ethnocentrisme du continuum (24,42%). Et un sixième de la population opte pour une position centrale (14,15%). La position moyenne de l'électorat francophone correspond à une position d'universalisme modéré (2,41 sur une échelle de 5).

Tableau 3. Echelle positionnement universalisme – ethnocentrisme

	<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>		<i>Communauté française</i>	
	N	%	N	%	N	%
Universalisme marqué	460	34,25	542	43,85	1 002	38,85
Universalisme	306	22,78	276	22,33	582	22,57
Position centrale	199	14,82	166	13,43	365	14,15
Ethnocentrisme	203	15,12	153	12,38	356	13,80
Ethnocentrisme marqué	175	13,03	99	8,01	274	10,62
Total	1 343	100,00	1 236	100,00	2 579	100,00
Manquant (N)	145		83		228	
Position moyenne		2,54		2,26		2,41

Comme nous l'avons constaté dans l'analyse séparée des propositions, les répondants bruxellois adoptent des positionnements tendanciellement plus universalistes que les répondants wallons. Les différences entre régions se situent en particulier sur les positions les plus radicales. On retrouve ainsi un plus grand nombre de répondants sur la position d'universalisme marqué à Bruxelles (43,85%, contre 34,25% en Wallonie), et moins de répondants sur la position d'ethnocentrisme marqué (8,01% contre 13,03% en Wallonie). Au final, la position moyenne de l'électorat wallon est plus proche d'une position centrale (2,54), alors que la position de l'électorat bruxellois correspond à une position d'universalisme plus franc (2,26).

2. Pénétration des électeurs universalistes et ethnocentristes sur les variables sociologiques

Après avoir identifié les électeurs sur un continuum entre universalisme et ethnocentrisme, nous nous intéresserons à leur profil sociologique, afin de voir si celui-ci varie en fonction de la position occupée sur le continuum. Nous nous focaliserons sur une série de variables sociologiques de base : le genre, l'âge, le niveau de diplôme, le statut socio-professionnel et la croyance religieuse.

La différence de positionnement entre hommes et femmes est très ténue (tableau 4). On retrouve une proportion légèrement plus marquée d'électeurs universalistes

parmi les hommes (différence de 3,71 points de pourcent et de près d'un dixième de moyenne).

Tableau 4. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes selon le genre (en %)

	<i>Universalisme</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Ethnocentrisme</i>	<i>Position moyenne</i>
Homme	63,31	14,40	22,29	2,36
Femme	59,60	13,92	26,48	2,45
Total	1 580	364	625	2,40
Manquant (N)	4	1	5	

En termes d'âge, la répartition présente une distribution plus marquée (tableau 5). Les catégories d'âge les plus jeunes comportent les proportions d'électeurs universalistes les plus fortes, et inversement. La relation est linéaire : plus on monte dans les catégories d'âge, plus la proportion d'électeurs ethnocentristes se renforce. On passe ainsi d'un rapport de trois quarts d'universalistes pour un sixième d'ethnocentristes dans la catégorie des moins de 25 ans à une moitié d'universalistes pour un quart d'ethnocentristes dans la catégorie des 65 ans et plus. Cette relation linéaire est bien mise en lumière par le calcul de la position moyenne de chaque classe d'âge. Celle-ci se rapproche peu à peu d'une position centrale avec l'avancée dans les classes d'âge, en passant de 2,12 chez les électeurs les plus jeunes à 2,60 dans la catégorie des électeurs les plus âgés.

Tableau 5. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes dans les catégories d'âge

	<i>Universalisme</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Ethnocentrisme</i>	<i>Position moyenne</i>
Moins de 25 ans	72,68	11,86	15,46	2,12
25-34 ans	71,46	11,37	17,17	2,14
35-44 ans	57,82	14,56	27,62	2,49
45-54 ans	56,18	16,49	27,33	2,50
55-64 ans	56,31	13,38	30,30	2,56
65 ans et plus	54,79	17,81	27,40	2,60
Total (N)	1 567	361	615	2,40
Manquant (N)	17	4	15	

Que tirer de cette observation ? Deux types d'interprétations sont possibles. La première est une interprétation basée sur un effet d'âge : plus on s'installe dans la vie, plus on adopterait des positions de repli sur soi. Ainsi, les personnes de moins de 34 ans opteraient pour des positions plus universalistes, n'étant pas encore tout à fait entrées ou installées dans la vie active. A l'inverse, une fois ce cap d'installation passé, certains privilégieraient des positions de repli sur soi et de défense de leurs intérêts. La seconde explication met en évidence un effet de génération : les générations les plus jeunes adopteraient des positions plus universalistes que les générations précédentes. Ce type d'interprétation repose sur les théories postulant l'émergence et l'affirmation

de valeurs nouvelles dans les nouvelles générations⁴. On devrait alors voir une évolution d'un scrutin à l'autre, vers une extension des positions plus universalistes vers les classes d'âge supérieures, en fonction du renouvellement générationnel. Cependant, la comparaison de nos résultats avec les scrutins des années 1990 ne confirme pas cette hypothèse, les distributions par classe d'âge restant relativement constantes au fil du temps⁵. Nous retiendrons donc plutôt le postulat d'influence du cycle de vie des individus.

La proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes selon les catégories socio-professionnelles livre aussi des enseignements intéressants (tableau 6).

Certaines catégories socio-professionnelles comportent une proportion plus élevée que la moyenne d'électeurs universalistes : les cadres et professions libérales (moyennes respectives de 1,99 et 2,16), mais aussi les étudiants (moyenne de 2,03) et, dans une moindre mesure, les employés et fonctionnaires (positionnement moyen de 2,28 et de 2,24). Ces catégories comportent entre deux tiers et trois quarts d'électeurs s'identifiant au pôle universaliste.

A l'inverse, d'autres catégories socio-professionnelles comportent une proportion plus importante que la moyenne d'électeurs adoptant des positions plus ethnocentristes. C'est le cas des chômeurs, invalides et minimexés (moyenne de 2,63), mais aussi des commerçants et indépendants (2,60), des inactifs (hommes/femmes au foyer et pensionnés, 2,65) et surtout des ouvriers (2,93). Dans ces catégories, la proportion d'électeurs universalistes avoisine les 50%.

Tableau 6. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes dans les catégories socio-professionnelles

	<i>Universalisme</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Ethnocentrisme</i>	<i>Position moyenne</i>
Ouvrier	47,37	12,55	40,08	2,93
Employé	65,53	14,15	20,33	2,28
Fonctionnaire	65,23	11,92	22,85	2,24
Cadre	75,16	14,01	10,83	1,99
Profession libérale	73,17	8,13	18,70	2,16
Commerçant/indépendant	51,45	16,67	31,88	2,60
Chômeur, invalide, minimexé	53,07	17,32	29,61	2,63
Homme/femme au foyer, (pré-) pensionné	52,48	18,35	29,17	2,65
Etudiant	76,05	8,75	15,21	2,03
Total	1 577	363	629	2,40
Manquant	7	2	1	

⁴ R. INGLEHART, *La révolution culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993.

⁵ P. DUMONT et L. DE WINTER, « Les clivages et les nouveaux enjeux politiques : positions relatives et évolution des électors francophones », in A.-P. FROGNIER et A.-M. AISH, *Elections, la rupture ?*, Bruxelles, De Boeck, 2003, p. 88.

Ce constat confirme en partie les explications des attitudes ethnocentriques. Pour une série de chercheurs, l'ethnocentrisme francophone diffère de l'ethnocentrisme flamand. Alors qu'en Flandre, l'ethnocentrisme serait culturel et basé sur la référence à la nation flamande, tournée sur elle-même, en Wallonie, l'ethnocentrisme serait davantage économique. Les réactions de repli sur soi s'expliqueraient par un sentiment d'insécurité socio-économique. Les données présentées ici confirment que ce sont les catégories socio-professionnelles les plus fragiles qui adoptent les positions les plus ethnocentristes : les inactifs (chômeurs, invalides, minimexés, hommes et femmes au foyer et pré-pensionnés), mais aussi les catégories les plus concernées par la concurrence d'une main-d'œuvre étrangère (ouvriers et commerçants). A l'inverse, les catégories les plus aisées, développant moins ce sentiment d'insécurité socio-économique, adoptent en moyenne des positions plus universalistes. Enfin, la forte proportion d'universalistes parmi les étudiants confirme les observations en termes d'âge, qui joue ici le rôle de contrepois à la situation socio-économique incertaine de cette catégorie de la population. Les enquêtes menées lors des scrutins de 1991, 1995 et 1999 confirment elles aussi cette tendance ⁶.

Tout comme l'âge, la relation entre niveau de diplôme et proportion de répondants universalistes est linéaire mais la relation est ici inversée : plus on monte dans les catégories de diplôme, plus la proportion d'électeurs universaliste augmente (tableau 7). Ainsi, la proportion d'universalistes passe de 33,78% pour les personnes ayant au maximum un diplôme d'enseignement primaire à 82,19% pour les personnes détentrices d'un diplôme universitaire. Pour la première fois, les résultats présentent une catégorie (les personnes sans diplôme ou de niveau primaire) dont la moyenne se situe sur le pôle ethnocentriste (3,11). A l'inverse, la proportion de répondants se situant sur des positions ethnocentriques ou sur des positions centrales diminue avec l'avancée dans les catégories de diplôme, pour arriver à un positionnement moyen de 1,79 parmi les universitaires.

A ce stade, l'éducation est le critère pour lequel les variations entre catégories sur l'échelle universalisme-ethnocentrisme sont les plus fortes.

Tableau 7. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes dans les niveaux de diplôme

	<i>Universalisme</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Ethnocentrisme</i>	<i>Position moyenne</i>
Aucun/primaire	33,78	22,30	43,92	3,11
Secondaire inférieur	49,50	18,84	31,66	2,76
Secondaire supérieur	54,12	13,69	32,19	2,67
Supérieur non universitaire	63,47	15,32	21,21	2,32
Universitaire	82,19	8,91	8,91	1,79
Total	1 577	364	628	2,40
Manquant	7	1	2	

⁶ *Ibid.*, p. 87-88.

Le rapport entre croyance et répartition sur le continuum universalisme-ethnocentrisme est plus complexe (tableau 8). Les non-croyants et agnostiques, mais aussi les répondants de culte musulman présentent des proportions d'universalistes supérieures à la moyenne (avec respectivement une moyenne de 2,27 et 2,20), alors que chez les répondants se déclarant catholiques, chrétiens ou adeptes d'une autre religion, la répartition penche plus en faveur de l'ethnocentrisme que la moyenne (respectivement, 2,58 et 2,49) ⁷.

Tableau 8. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes dans les différentes croyances

	<i>Universalisme</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Ethnocentrisme</i>	<i>Position moyenne</i>
Catholique/chrétien	55,39	15,93	28,68	2,58
Musulman	70,33	16,48	13,19	2,20
Autre religion	56,80	16,57	26,63	2,49
Non-croyant/ agnostique	66,24	11,80	21,96	2,27
Total	1 584	365	630	2,40

3. Pénétration des électeurs universalistes et ethnocentristes sur les variables politiques

Pour analyser le positionnement politique des électeurs universalistes et ethnocentristes, nous utiliserons trois indicateurs.

Le premier fait référence à l'auto-positionnement des électeurs sur une échelle gauche-droite. Lors de l'enquête menée à la sortie des urnes le 10 juin 2007, il a été demandé aux personnes interrogées de se situer sur une échelle allant de la position 0 (position la plus à gauche) à 9 (position la plus à droite). Le premier indicateur fait référence à la position des électeurs sur cette échelle, où la position centrale est de 4,5.

Les deux autres indicateurs sont construits à partir du positionnement des électeurs sur des propositions, selon la méthode qui a généré l'échelle universalisme-ethnocentrisme. Le premier indicateur est tiré d'une échelle à 5 positions allant des positions les plus à gauche sur les questions socio-économiques aux positions les plus à droite ⁸. Le second correspond également à une échelle à 5 positions, mais basée cette fois sur le positionnement des répondants sur d'autres enjeux. Elle oppose libéralisme et conservatisme ⁹. Dans les deux cas, la position 3 correspond à la position centrale.

⁷ Pour une analyse plus approfondie de l'électorat sur cette variable, voir les chapitres I et II, *supra*.

⁸ Cette échelle est construite sur la base du positionnement des répondants sur deux questions socio-économiques fondamentales, à savoir les privatisations (à travers la proposition : « La Poste doit être privatisée ») et le rôle des syndicats (à travers la proposition : « Les organisations syndicales doivent avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques »).

⁹ L'échelle du libéralisme culturel est construite à l'aide du positionnement des répondants sur la question de l'acceptation de l'homosexualité (mesuré par la proposition : « Il est normal que les couples homosexuels puissent adopter des enfants ») et de la consommation de drogues

Le tableau 9 synthétise le positionnement politique des électeurs sur ces échelles. Il indique une différence nette en termes d'auto-positionnement gauche-droite entre électeurs universalistes et ethnocentristes. Alors que les universalistes adoptent une position moyenne à gauche sur l'échelle socio-économique (3,90 sur une échelle variant de 0 à 9), les ethnocentristes se situent en moyenne sur une position de centre-droit (4,85). De façon assez remarquable, les répondants occupant une position centrale sur l'échelle universalisme occupent également une position moyenne proche du centre sur l'échelle d'auto-positionnement gauche-droite.

Ce constat est confirmé par l'analyse de la position moyenne des électeurs sur l'échelle socio-économique en cinq positions. Les électeurs universalistes se situent en moyenne plus à gauche que les électeurs ethnocentristes. Dans l'échelle construite, les électeurs ethnocentristes se situent malgré tout sur une position moyenne de centre-gauche (2,64), à l'inverse de ce qui a été constaté lorsqu'il leur est demandé de se situer eux-mêmes sur un axe gauche-droite.

Tableau 9. Positionnement politique des électeurs universalistes et ethnocentristes

	<i>Universalisme</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Ethnocentrisme</i>
Auto-positionnement moyen sur l'échelle gauche-droite	3,90	4,74	4,85
Position moyenne échelle socio-économique	2,42	2,64	2,64
Position moyenne échelle libéralisme/conservatisme	3,11	3,65	3,77

Enfin, sur l'échelle de libéralisme culturel, si l'électorat dans son ensemble privilégie une position de conservatisme culturel modéré, c'est un peu moins le cas parmi les électeurs universalistes (position moyenne de 3,11) et un peu plus le cas parmi les électeurs ethnocentristes (position moyenne de 3,35).

Comment l'électorat des principales formations politiques en Communauté française se distribue-t-il entre les pôles universaliste et ethnocentriste ?

Pour le scrutin 2007, un certain nombre de formations politiques (tableau 10) se situent dans une proportion d'électeurs universalistes supérieure à la moyenne en Communauté française (2,41). C'est surtout le cas de l'électorat écologiste (76,31%, position moyenne de 1,93), mais aussi des électeurs des « autres partis »¹⁰ (2,14), du CDH (2,30), puis du parti socialiste (2,34). A l'inverse, d'autres formations politiques attirent un électorat se situant davantage que la moyenne sur le pôle ethnocentriste. L'électorat du Front national est symptomatique : 81,43% de ses électeurs adoptent des attitudes de type ethnocentriste (position moyenne de 4,21 sur une échelle de 1 à 5). Dans une mesure moindre, c'est aussi le cas de la catégorie des votes blancs

douces (mesuré par la proposition : « La consommation de cannabis doit être strictement interdite »).

¹⁰ La catégorie « autres partis » regroupe des listes d'extrême gauche (PC, PTB+, CAP), des listes wallonnes (Wallon, parti wallon), ainsi que d'autres petites listes (Vivant, *Unie*, RWF, CDF, PJM, Velorution, BUB, FDB, Trèfle, FNB, MP-Education, UMP-B, DLC, GSCD, Belgique positif, *Vlaams Belang*).

ou « oubliés » (36,78%, moyenne de 2,88) et de l'électorat réformateur (28,71%, moyenne de 2,62). Ces constats rejoignent largement ceux de Dumont et De Winter relatifs aux élections de 1999 ¹¹.

Sur les enjeux de type universaliste, on retrouve donc deux pôles incarnés par deux formations politiques : Ecolo pour le pôle universaliste et le Front national pour le pôle ethnocentriste, les autres formations se situant dans l'entre-deux.

Les positionnements des électeurs en 2007 se situent dans la continuité de ceux observés lors du scrutin 2004. Certaines formations accentuent légèrement leur spécificité en 2007 : le PS, le FN et la catégorie des « autres partis ». D'autres formations se rapprochent quelque peu de la distribution moyenne en Communauté française, comme le CDH, Ecolo ou la catégorie des votes blancs. L'électorat réformateur maintient globalement sa position.

Cette analyse du caractère plus ou moins universaliste des différents électorats masque des spécificités régionales. Certains partis attirent des électorats parfois tendanciellement très différents sur ce continuum d'une région à l'autre. Nous l'avions vu de manière générale, l'électorat bruxellois se caractérise par un universalisme plus marqué que l'électorat wallon (différence de près de 5 points de pourcent, et de 0,15 de moyenne).

Cependant, certains partis dépassent cette simple différence moyenne en 2007 (tableau 11) : ainsi, le PS, le FN et la catégorie des votes blancs présentent tous une distribution où la proportion d'électeurs universalistes par rapport à la situation de la Communauté française dépasse la simple différence moyenne. Au-delà donc d'une simple différence entre électorat des deux régions, c'est bien une différence de bassin de recrutement et donc de profil du parti que l'on observe ici. Cela permet au parti socialiste de se rapprocher d'Ecolo et de la catégorie « autre parti » dans son profil d'électorat.

A l'inverse, les électeurs réformateurs bruxellois se situent davantage sur le pôle ethnocentriste par rapport à la distribution moyenne bruxelloise que ce n'est le cas pour l'ensemble de la Communauté française. Ce parti recrute, semble-t-il, un public plus sensible à ces matières dans la capitale.

Les électorats écologiste et humaniste se situent dans une distribution penchant sensiblement en faveur du pôle universaliste, mais dans une proportion moindre que celle que l'on pourrait attendre au vu des différences régionales.

Notons aussi que de 2004 à 2007, à Bruxelles, le pôle d'électeurs universalistes se déforce quelque peu dans certaines formations, chez Ecolo, au CDH et dans la catégorie des votes blancs. A l'inverse, l'électorat réformateur se caractérise par une proportion plus importante d'électeurs universalistes.

L'électorat wallon se situe en moyenne sur des positions moins universalistes que l'électorat bruxellois (9,15 points d'écart). Les observations peuvent se faire en miroir de la situation bruxelloise.

La différence moyenne en 2007 (tableau 12) est dépassée pour certaines formations politiques. C'est surtout le cas du parti socialiste, qui présente une différence de 0,50 dans le positionnement moyen de son électorat entre les deux régions. Cette différence

¹¹ P. DUMONT et L. DE WINTER, *op. cit.*, p. 70-93.

Tableau 10. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes pour les principales familles politiques en Communauté française en 2007 et 2004 (en %)

	Communauté française (2007)			Communauté française (2004)				
	Universalisme	Position centrale	Ethnocentrisme	Moyenne	Universalisme	Position centrale	Ethnocentrisme	Moyenne
PS	63,59	14,03	22,38	2,34	62,46	13,50	24,04	2,37
MR	54,92	16,37	28,71	2,62	53,98	17,04	28,98	2,62
CDH	65,58	14,84	19,58	2,30	70,31	12,89	16,80	2,18
Ecolo	76,31	10,48	13,21	1,93	78,82	9,92	11,26	1,88
FN	8,57	10,00	81,43	4,21	11,11	4,76	84,13	4,16
Autre parti	68,90	12,92	18,18	2,14	67,41	12,59	20,00	2,20
Blanc/ne sait pas	44,25	18,97	36,78	2,88	55,74	17,80	26,46	2,55

Tableau 11. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes pour les principales familles politiques à Bruxelles en 2007 et en 2004

	Bruxelles (2007)			Bruxelles (2004)				
	Universalisme	Position centrale	Ethnocentrisme	Moyenne	Universalisme	Position centrale	Ethnocentrisme	Moyenne
PS	71,43	12,54	16,03	2,10	70,55	12,88	16,56	2,11
MR	59,74	15,90	24,36	2,49	56,23	16,90	26,87	2,54
CDH	66,17	13,53	20,30	2,26	71,11	10,00	18,89	2,16
Ecolo	77,10	9,81	13,08	1,91	81,76	8,81	9,43	1,81
FN	15,79	15,79	68,42	4,00	17,65	5,88	76,47	4,03
Autre parti	71,63	13,48	14,89	2,05	71,43	11,22	17,35	2,13
Blanc/ne sait pas	44,00	14,00	42,00	2,93	63,89	15,56	20,56	2,34

est deux fois supérieure à la différence de moyenne entre électorat wallon et bruxellois (qui est de 0,28 – correspondant à la moyenne wallonne à laquelle on soustrait la moyenne bruxelloise – voir tableau 3). Au-delà donc d'une simple différence régionale en termes d'universalisme, c'est bien une différence de bassin de recrutement et donc de profil du parti que l'on observe ici.

À l'inverse, les électeurs écologistes et humanistes comptent moins d'universalistes, ce qui est normal. Mais la diminution est inférieure à celle à laquelle on devrait s'attendre étant donné la différence de moyenne entre les deux régions.

En Wallonie, de 2004 à 2007, le pôle d'électeurs universalistes diminue dans certaines formations, au MR, au CDH et dans la catégorie des votes blancs. À l'inverse, l'électorat socialiste et « autre » se caractérise par une proportion très faiblement plus importante d'électeurs universalistes. Enfin, l'électorat du FN renforce son caractère ethnocentriste.

4. Conclusion

Afin de cerner les nouveaux enjeux que sont l'immigration et la sécurité dans l'espace politique francophone, nous avons dans un premier temps élaboré une échelle opposant universalisme et ethnocentrisme sur un continuum, et ce à l'aide de propositions sur lesquelles les électeurs ont pu se positionner.

Cette première étape a mis en évidence un positionnement tendancielle universaliste en Belgique francophone, malgré la présence d'un pôle ethnocentriste non négligeable. Elle a aussi permis de nuancer ce constat en évoquant des différences régionales. La proportion d'électeurs universalistes est plus importante dans la région bruxelloise qu'en Wallonie.

Nous avons ensuite analysé la pénétration des électeurs universalistes et ethnocentristes sur un certain nombre de variables sociologiques et abouti à une série de constats. En proportion, on retrouve davantage d'électorat universaliste chez les hommes, non-croyants, agnostiques ou de confession musulmane, dans les classes d'âge inférieures, parmi les catégories de diplôme supérieur ainsi que dans les catégories socio-professionnelles plus aisées. Cette analyse permet d'expliquer en partie les différences régionales évoquées ci-dessus.

Pour déterminer le positionnement politique des électeurs, nous avons observé la distribution sur le continuum universalisme-ethnocentrisme en relation avec d'autres échelles, à savoir l'auto-positionnement gauche-droite moyen, la position moyenne sur l'échelle socio-économique et l'échelle de libéralisme culturel. Cela nous a permis de mettre en évidence un auto-positionnement en moyenne plus à gauche, un positionnement socio-économique plus à gauche et un conservatisme culturel en moyenne moins marqué parmi l'électorat universaliste que parmi l'électorat ethnocentriste.

La section consacrée au positionnement politique a aussi été l'occasion de différencier l'électorat des différentes formations politiques en matière d'universalisme et d'ethnocentrisme, et ce au niveau tant communautaire que régional.

Les deux pôles du continuum sont incarnés d'une part par les écologistes, d'autre part par le FN, les autres formations politiques se distribuant sur le continuum (dans l'ordre, le CDH, le PS, le MR). Des différences régionales sont apparues : le parti socialiste

Tableau 12. Proportion d'électeurs universalistes et ethnocentristes pour les principales familles politiques en Wallonie en 2007 et en 2004

	Wallonie (2007)				Wallonie (2004)			
	Universalisme	Position centrale	Ethnocentrisme	Moyenne	Universalisme	Position centrale	Ethnocentrisme	Moyenne
PS	55,43	15,58	28,99	2,60	54,89	14,08	31,03	2,62
MR	49,24	16,92	33,84	2,77	50,94	17,23	31,84	2,74
CDH	65,20	15,69	19,12	2,32	69,88	14,46	15,66	2,19
Ecolo	75,67	11,03	13,31	1,94	76,64	10,75	12,62	1,93
FN	5,88	7,84	86,27	4,29	8,70	4,35	86,96	4,21
Autre parti	63,24	11,76	25,00	2,32	56,76	16,22	27,03	2,36
Blanc/ ne sait pas	44,35	20,97	34,68	2,86	49,80	19,43	30,77	2,70
Total (N)	1 566	364	621	2,54	1 570	364	622	2,54

voit son électorat se modifier le plus sensiblement entre régions sur ces enjeux ; il présente une distribution nettement plus en faveur des universalistes à Bruxelles qu'en Wallonie. Les distributions restent assez constantes d'un scrutin à l'autre, signe que les partis ont un profil d'électorat assez stable sur ces enjeux.